

Et si l'élève n'était pas le produit du système éducatif mais son centre ?

Le 18 septembre 2023, 2 356 630 élèves ont revêtu leur cartable et ont pris le chemin des institutions éducatives entre primaires, collèges et lycées, soit une augmentation de 2.8% par rapport à l'année scolaire précédente 2022/2023 selon les données du ministère de tutelle.

Encore une année scolaire sous le drapeau des interrogations, du flou et de l'incertitude du devenir de ces citoyens juniors ainsi que celui de leurs familles et tout le microcosme qui gravite autour.

Certes l'année précédente a été le théâtre de moultes tourmentes, il n'en demeure pas moins qu'on en soit ressorti avec le constat unanime que la priorité de cette institution de socialisation devra se recentrer sur l'élève et que le système éducatif doit impérativement s'aligner au grand vent de changement et de modernisation afin de réduire les écarts entre ce qu'il impose et ce qu'en attendent les élèves et la société plus globalement.

Bien que les rapports des instances internationales présentent la Tunisie dans la première position par rapport à l'Afrique, la 7ème dans la région MENA et en 84ème

position dans le monde, l'analyse qualitative de notre modèle éducatif montrent des lacunes dans les budgets, leur répartition, les besoins en effectifs et en matériels pédagogiques voire dans la stratégie et la vision sociale/sociétale modernisée, etc.

Cette nouvelle année scolaire comporte divers défis, notamment le budget alloué au processus éducatif, au processus de réforme éducative et à la mise en œuvre des anciens engagements renouvelés par rapport aux accords multilatéraux.

De plus, sont également repensées, les issues des différentes approches adoptées par l'État en matière de politiques éducatives liées à l'école de la deuxième chance, à la réinsertion des élèves sujets de décrochage scolaire et à d'autres questions éducatives et culturelles socialement influentes.

Le processus de réforme initié suppose de repenser les politiques d'éducation et de formation en Tunisie du point de vue des attentes des élèves à l'égard du processus éducatif et de l'avenir de cet ascenseur social, de plus en

plus soumis à la pression du marché et à celle de l'établissement d'enseignement dans son ensemble.

De ce fait, l'année scolaire en cours apparaît aussi coûteuse sur le plan éducatif que financier aussi bien pour l'élève que pour le parent, puisque les statistiques indiquent que le coût financier de l'inscription, l'achat des fournitures scolaires et autres frais liés à la rentrée par élève atteignent environ 1 000 dinars et ce, dans un contexte de crise économique dont les répercussions sont considérables jusqu'à aujourd'hui.

Tous ces indicateurs se reflètent dans les détails du processus éducatif, qu'il s'agisse de l'enseignement public ou de l'enseignement privé, qui s'est transformé depuis des années en refuge pour les familles en termes de qualité pédagogique, de compression au niveau de temps scolaire et autres questions et détails de l'éducation.

Tous ces indicateurs témoignent de la continuité des mêmes caractéristiques de l'éducation nationale, qui s'intensifient d'année en année et se complexifient sans trouver de solutions radicales capables de changer les traits de l'éducation en Tunisie.

L'une des nouveautés qui accompagnent l'année scolaire en cours est représentée par « la Consultation nationale sur l'éducation, l'enseignement supérieur et la formation ».

Cette consultation vise à élaborer un ensemble de propositions de réformes qui, selon les acteurs politiques, introduiraient une nouvelle dynamique dans le processus éducatif du primaire au secondaire et supérieur, ainsi que dans le processus de formation.

Cette consultation s'ajoute aux autres initiatives de réformes entreprises par l'État tunisien depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui. La plus récente consiste peut-être à diviser la durée de l'éducation en trois périodes, à savoir primaire, collège et secondaire, et à modifier le système d'accès aux écoles pilotes à qui on a imposé un programme propre faisant du contenu éducatif non seulement un système à deux vitesses mais à deux langues creusant encore plus le fossé de l'équité.

Le processus de réforme actuel diffère des autres initiatives dans la mesure où il s'adresse à tous les citoyens et cible tous les niveaux de l'éducation et de la formation. Cependant, la question de la mise en application des résultats de cette consultation se heurtera aux défis du marché du travail et à la nature du système d'emploi, ainsi qu'au personnel éducatif et logistique et aux ressources financières nécessaires à cet effet.

Malgré l'importance de telles réformes, le processus du système éducatif, se doit d'assurer sa pérennité et trouver des solutions à ses problèmes en adoptant ces quelques recommandations :

- Élargir le cercle des acteurs impliqués dans la gestion du processus éducatif, tels que les sociologues, les psychologues, les conseillers pédagogiques, les centres de recherche et d'études, etc. en focalisant sur une question stratégique essentielle : qu'attend-t-on d'un élève sorti des institutions publiques dans quelle société de demain ?

- Rendre aux matières humaines, sociales et artistiques leurs lettres de noblesse puisque les compétences qu'elles permettent de construire sont la socialisation, la citoyenneté, la créativité, la capacité d'analyse et de réflexion, etc.

- Repenser le contenu des matières pédagogiques et les mettre à jour pour les adapter à la nature de la production de connaissances et de leur circulation à l'échelle mondiale afin de permettre à l'élève, citoyen junior, d'être dans un profil de citoyen local bien intégré dans une citoyenneté inclusive et globale ou mondiale.

- La digitalisation du contenu académique et de la communication pédagogique entre l'élève,

l'éducateur et le parent, et ce en reconvertissant une partie ou la totalité des 5 000 tonnes de papier utilisés annuellement dans la production des manuels scolaires.

- Repenser le système des cours particuliers pour les sortir de l'économie parallèle vers un contrat gagnant-gagnant avec l'Etat, et ce en établissant des plateformes où chaque enseignant peut constituer librement des groupes de soutien formalisés.

- Lier la formation aux institutions économiques en termes de création de pôles d'enseignement économique pour allier une formation scientifique et une formation professionnelle.

- Intégrer certaines étapes pédagogiques dans un parcours théorique-pratique qui permet à l'élève de bien comprendre les différentes possibilités et débouchées éventuelles et ce, afin de faire un choix de bonne heure et bien réfléchi de son parcours académique et ou professionnel.